

Nicolas Hulot évaluera à l'été son maintien au gouvernement

© 16/05/2018 |  Terre-net Média

Nicolas Hulot a indiqué mercredi sur BFMTV/RMC qu'il ferait le point à l'été sur sa présence au gouvernement, affirmant qu'il tirerait « les leçons » s'il sent que les « conditions ne sont pas remplies » sur la mise en place des politiques qu'il défend.

En octobre dernier, le ministre de la transition écologique s'était donné « un an » pour juger de son utilité au gouvernement. Mais « jusqu'à l'été, j'ai la tête sous l'eau, cette évaluation-là, je la ferai cet été », a-t-il assuré à la veille de l'anniversaire de sa nomination. « Il y a une chose que je sais mal faire - je peux le faire comme tout le monde - c'est mentir, et surtout mentir à moi-même. Donc cet été je ferai cette évaluation, cet été j'aurai suffisamment d'éléments pour pouvoir regarder si effectivement je participe à cette **transformation sociétale** », a déclaré l'ancien militant, évoquant des chantiers importants en cours, comme la feuille de route sur l'énergie ou la protection de la biodiversité.

« Cet été, on aura avec le président et le Premier ministre je pense un moment de vérité, on fera le point, on tracera les perspectives et on prendra ensemble des décisions sur l'avenir et les prochaines étapes », a-t-il poursuivi, soulignant que sa présence ou non au gouvernement dépendait « d'abord » d'Emmanuel Macron et d'Edouard Philippe. « Si j'arrive à imprimer ce mouvement dans **les transformations du modèle agricole**, dans le sujet santé-environnement, dans la transition énergétique, s'il ne reste plus qu'à accélérer derrière, je serai content. Si je sens qu'on n'avance pas, que les conditions ne sont pas remplies, voire éventuellement qu'on régresse, à ce moment-là, j'en tirerai les leçons », a-t-il souligné.

« On a besoin de Nicolas Hulot. C'est un grand ministre, je pense, de l'écologie (...) J'espère évidemment qu'il restera et qu'il continuera à mettre en œuvre notre politique », a réagi sur LCP la porte-parole des députés La République en marche, Aurore Bergé.

Évaluant son action depuis un an, Nicolas Hulot a estimé qu'il y avait eu un changement de « tropisme » sur certains sujets, notamment sur **l'utilisation des pesticides**, « même si ça ne va pas assez vite ». « Et le modèle agricole, très sincèrement, quand je vois que la FNSEA elle-même propose un plan de sortie des pesticides - je ne dis pas que je m'en accomode -, mais c'est une révolution culturelle, ça veut dire que y compris le conventionnel s'engage dans une démarche de progrès », a-t-il dit.

Concernant la sortie promise en trois ans de l'herbicide **glyphosate**, il s'est dit « favorable » à son inscription dans la loi, « assortie de possibilités d'exonérations quand on se retrouvera dans des impasses technologiques ». Interrogé sur un amendement proposé par le député LREM Matthieu Orphelin, un de ses proches, inscrivant cette interdiction dans la loi avec des dérogations jusqu'en 2023, il a indiqué y être « favorable ».